

Légalisation des casinos en ligne : la Fédération Addiction appelle au retrait de l'amendement

La Fédération Addiction exprime sa surprise face au dépôt, sans concertation, d'un amendement au projet de loi de finances 2025 visant à légaliser les casinos en ligne. Alors que le nombre de joueurs problématiques est déjà en augmentation, cette réforme d'une ampleur considérable ne saurait être adoptée à la va-vite, sans concertation avec les acteurs des addictions et un débat sur ses conséquences sanitaires. La Fédération appelle le gouvernement à retirer cet amendement, qu'elle juge irresponsable et contraire aux priorités de santé publique, et à ouvrir une discussion transparente sur la régulation des jeux d'argent.

La Fédération Addiction, premier réseau des acteurs de la prévention et du traitement des addictions en France, exprime sa surprise face au dépôt par le gouvernement d'un amendement au projet de loi de finances 2025 (PLF) visant à légaliser les casinos en ligne : cette réforme du marché des jeux d'argent et de hasard risque d'entraîner des risques accrus de jeu problématique et d'addictions pour des millions de personnes. Une telle mesure ne saurait être adoptée à la va-vite, par voie d'amendement et sans aucune concertation avec les professionnels de l'addictologie, alors qu'elle pose d'importantes questions de santé publique.

Les jeux d'argent : un marché en plein essor... et de nombreuses personnes en difficulté

Depuis sa libéralisation, le marché des jeux d'argent et de hasard ne cesse de croître en France, atteignant un nouveau record en 2023 avec un chiffre d'affaires de 13,4 milliards d'euros. Parallèlement, le nombre de personnes en difficulté explose : en 2019, 1,4 million de Français étaient déjà à risque de jeu excessif, dont près de 400 000 souffraient de troubles de jeu pathologique.

Face à ces chiffres, toute nouvelle dérégulation du secteur devrait faire l'objet d'un examen attentif afin d'en déterminer les risques pour la santé.

Catherine Delorme, présidente de la Fédération Addiction :

« Légaliser les casinos en ligne, par un simple amendement n'est pas un procédé acceptable aux regards des enjeux. D'autant plus que les casinos en ligne cumulent tous les facteurs de risque d'addiction (fréquence élevée des mises, rapidité du résultat, prises de risque solitaires, continues et rapides...) : une telle mesure nécessite un débat démocratique, incluant l'ensemble des parties prenantes. »

Pour une vraie politique de santé vis-à-vis des jeux d'argent et de hasard

Après la libéralisation sans concertation des jeux à objet numérique, le gouvernement entend donc légaliser les casinos en ligne sans étude d'impact et sans concertation avec les professionnels de l'addictologie. Ceux-ci sont pourtant en première ligne pour prévenir et traiter les conséquences des addictions aux jeux d'argent. Leur expertise est indispensable pour évaluer l'impact d'une telle réforme et anticiper les dérives potentielles. Ignorer ces acteurs est non seulement irresponsable mais montre également un manque de considération pour les questions de santé.

Le dépôt de cet amendement, qui intervient alors même que l'Autorité nationale des jeux vient de lancer une campagne de prévention sur les casinos en ligne, interroge sur les priorités politiques du gouvernement : les intérêts économiques semblent une nouvelle fois primer sur les questions de santé.

La Fédération Addiction appelle le gouvernement à retirer cet amendement et, à défaut, les parlementaires à s'y opposer. Il est temps d'engager, de manière transparente, un débat public sur la régulation des jeux d'argent, dont les casinos en ligne, en prenant en compte les conséquences sociales et sanitaires et en dotant les politiques de prévention et de réduction des risques des moyens nécessaires.

Contacts presse

Benjamin Tubiana-Rey
responsable plaidoyer et communication
b.tubiana-rey@federationaddiction.fr
0615 628108

À propos de la Fédération Addiction

La Fédération Addiction est le principal réseau en France dédié aux questions liées aux drogues et aux addictions : elle regroupe 850 établissements et services de santé ainsi que plus de 500 professionnels de la prévention, du soin, de l'accompagnement et de la réduction des risques. La Fédération Addiction s'intéresse à toutes les addictions et toutes les drogues, légales ou illégales. Elle défend des politiques qui mettent l'accent sur la santé publique et les besoins des usagers.